

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Amérique andine et plateau des Guyanes

Une publication du SER de Bogota
En collaboration avec les SE de Lima, de Caracas et de l'antenne du SER à Quito
Semaine du 11 janvier 2024

Zoom sur : La Banque Mondiale Révise ses prévisions de croissance.

Le 9 janvier dernier, la Banque mondiale a publié son rapport « Perspectives Économiques Globales », anticipant une croissance de 2,3 % du PIB en Amérique latine et dans les Caraïbes pour l'année 2024, suivie d'une croissance à 2,5 % en 2025. Bien que les effets persistants des mesures de resserrement monétaire antérieures continuent d'influencer la croissance à court terme, leur impact devrait diminuer. Avec le ralentissement de l'inflation, on s'attend à ce que les Banques centrales abaissent leurs taux directeurs, levant ainsi les obstacles à la croissance des investissements.

Les projections spécifiques par pays sont mitigées. La trajectoire de croissance de la Colombie devrait se renforcer, passant de 1,8 % en 2024 à 3 % en 2025. Le Pérou devrait rebondir avec une croissance prévue de 2,5 % en 2024 et 2,3 % en 2025, soutenue par une production minière accrue. La Bolivie devrait faire face à un ralentissement économique, avec une croissance de 1,5 % en 2024 et 2025. L'Équateur devrait ralentir à 0,7 % en 2024 pour ensuite rebondir à 2 % en 2025. En revanche, le Suriname devrait croître de 2,6 % en 2023 et de 3 % en 2024. Ainsi, le Guyana devrait maintenir sa croissance à 38,2 % en 2024 et ralentir à 15,2 % en 2025, doublant presque à elle seule la moyenne de la croissance dans les Caraïbes. Le rapport souligne qu'à long terme, la région est confrontée à des défis persistants, tels qu'un déclin de la croissance économique en raison d'un ralentissement de la productivité totale des facteurs et d'une population vieillissante.

Ainsi, le rapport rappelle que la croissance projetée dans la région est confrontée à des risques. Les tensions géopolitiques croissantes pourraient perturber les marchés de l'énergie et entraîner une hausse des prix du pétrole. Les événements météorologiques extrêmes (*El Niño*) présentent des risques supplémentaires, en particulier pour les secteurs sensibles au climat. Les facteurs externes et les tendances mondiales contribuent également au paysage des risques. Une inflation de base persistante dans les économies avancées pourrait s'accompagner de taux d'intérêt mondiaux élevés eux-mêmes persistants, impactant les politiques monétaires et budgétaires dans la région. De plus, un ralentissement plus marqué que prévu de la croissance en Chine devrait avoir des répercussions importantes sur la demande extérieure, affectant les exportations de matières premières de la région.

Bolivie

En 2023 les subventions aux hydrocarbures ont atteint 1,8 Md USD en 2023, soit 66% de plus que prévu dans la loi de finances.

En 2023 le gouvernement a alloué plus de 1,8 Md USD en subventions pour le carburant, dépassant ainsi le montant budgété de 1,1 Md USD, soit une hausse de 66%. Le ministre de l'économie et des finances publiques, Marcelo Montenegro, a affirmé que le maintien des subventions aux hydrocarbures vise à garantir la stabilité économique de la population et à prévenir les phénomènes inflationnistes, tels que ceux constatés dans d'autres pays de la région. La loi de finances de 2024 présente un montant de 1,3 Md USD pour les subventions aux hydrocarbures. En combinant ces subventions avec celles sur les biens alimentaires, le total devrait dépasser 1,5 Md USD.

Les réserves internationales enregistrent une baisse, passant de 3,8 Md USD à 1,7 Md USD en un an.

La Banque Centrale de Bolivie (BCB) a annoncé qu'en 2023 les Réserves Internationales Nettes (RIN) sont passées de 3,79 Md USD à 1,70 Md USD. Notamment, les réserves en devises se sont établies à 166 M USD au mois de décembre 2023. Edwin Rojas, président de la BCB, attribue cette baisse principalement à la dette de l'Argentine envers la Bolivie pour la vente de gaz (212 M USD), aux faibles revenus des exportations d'hydrocarbures, au paiement de l'importation de carburant subventionné et au remboursement de la dette extérieure. Pour mémoire, outre les ventes d'or (de l'ordre de 15T entre mai et fin août), 4,1 tonnes d'or ont été acquises pour renforcer le RIN et soutenir le flux de devises étrangères vers l'économie. Pour 2024, la Banque centrale prévoit d'acquérir 10 tonnes d'or supplémentaires.

Colombie

[Histoire de FASEP] - Projet innovant d'accès à l'eau potable en Amazonie colombienne.

298 communautés du Département du Vichada, principalement amérindiennes, confrontées à des difficultés d'accès à l'eau potable, ont bénéficié de la solution « Orisa » de l'entreprise française Fondo de Vivo. Cette technologie avancée de filtration et de purification offre une alternative simple et efficace, éliminant contaminants et micro-

organismes pour assurer un approvisionnement sûr en eau. Déployant 2 430 purificateurs, le projet a impacté positivement 38 réserves indigènes, 4 foyers de protection infantile, 9 postes de santé et 49 institutions éducatives, bénéficiant ainsi à 8 524 personnes. Les perspectives nationales pour cette technologie sont prometteuses à court/moyen terme. La ministre du logement envisage son expansion dans la région de La Guajira, considérant cette solution économiquement favorable pour répondre aux besoins en eau précaire. En outre, ce projet s'aligne avec les priorités du gouvernement de Gustavo Petro, ce qui ouvre des opportunités nationales pour l'entreprise.

À noter que ce projet a bénéficié du soutien de la Direction Générale du Trésor, engagée dans le développement international des entreprises grâce au FASEP (Fonds d'études et d'aide au secteur privé). Ce fonds finance des études de faisabilité ou des démonstrateurs de technologies innovantes, offrant ainsi aux entreprises l'opportunité de démontrer l'efficacité de leurs méthodes et d'acquérir une référence à l'exportation.

Inflation en Colombie en 2023 : En dessous des prévisions avec des perspectives optimistes pour 2024.

Selon l'institut statistique colombien (DANE), l'inflation annuelle en Colombie pour 2023 s'est établie à 9,28 %, un chiffre qui a surpris en étant inférieur aux prévisions, qui variaient entre 9,4 % et 9,5%. Le gouvernement national, représenté par le ministre des Finances Ricardo Bonilla, a ainsi projeté une inflation de 5 % d'ici fin 2024, anticipant la possibilité de nouvelles baisses des taux directeurs par la Banque centrale. José Antonio Ocampo, ancien ministre des Finances, a salué le résultat de l'inflation de décembre : *« On observe de très bons résultats en termes d'inflation pour le mois de décembre (...) et, par conséquent, en termes d'augmentation des prix pour les ménages à revenus modestes. Une nouvelle opportunité de réduire le taux directeur lors de la prochaine réunion de la Banque centrale. »*

L'annonce du ministre fait suite à la baisse de 25 pbb du taux directeur en décembre, passant de 13,25 % à 13,00 %. La baisse du taux directeur, qui était maintenu à 13,25 % depuis avril 2023, était demandée par le gouvernement et les syndicats pour stimuler

l'économie et était anticipée par les marchés, bien qu'ils s'attendaient à une réduction plus importante de 50 pdb, compte tenu de la baisse de l'inflation ces derniers mois.

Indicateurs	Variation hebdomadaire	Variation en g.a.	Ce jour
Bourse (COLCAP)	+4,99 %	-3,96 %	1 283 pts
Change USD/COP	+0,05 %	-17,22 %	3 917
Change EUR/COP	+0,20 %	-16,43 %	4 298
Prix du baril colombien (USD)	-1,54 %	-5,59 %	80,98

Annonces du ministre des Finances sur la nouvelle réforme fiscale.

Lors de la conférence de presse annonçant l'augmentation du salaire minimum pour 2024, le président Gustavo Petro a proposé une « réforme de la réforme fiscale » de 2022 visant à apporter des ajustements afin d'alléger la charge fiscale des entreprises. Dans un tournant significatif, le gouvernement est actuellement dans la phase finale de l'élaboration d'une nouvelle réforme fiscale qui réduira progressivement les charges fiscales portant sur les entreprises. Le ministre des Finances, Ricardo Bonilla, chargé de la nouvelle formule, a déclaré : *« Nous sommes préoccupés par la réforme de 2022. Il y avait un article prévoyant une diminution progressive du taux nominal de l'impôt sur le revenu des sociétés. Cet article n'a finalement pas été adopté, et nous en avons besoin aujourd'hui. Nous tiendrons des réunions approfondies avec les chefs d'entreprises pour atteindre le consensus évoqué par le président. Nous devons relancer ce débat. »*

Selon lui, il est nécessaire que le taux nominal de l'impôt sur les sociétés baisse, et passe de 35 % à 30 %. Ainsi, il a ajouté : *« L'objectif est d'augmenter la collecte d'impôts auprès des personnes physiques tout en réduisant celle des personnes morales. Il s'agit de commencer un processus progressif de réduction du taux nominal de l'impôt sur les sociétés ».* La "contre-réforme" ne cherchera pas à augmenter les recettes, mais à équilibrer les charges et à mettre en place la trajectoire de réduction de l'impôt sur les sociétés. Pour ce faire, le gouvernement envisage d'ouvrir le débat pour créer un mécanisme de réduction de l'impôt portant sur les entreprises et examiner comment cela se traduira effectivement pour les personnes physiques.

GreenYellow inaugure le Parc Solaire Versailles au Meta.

La société française GreenYellow a annoncé que son parc solaire Versailles, situé dans le département du Meta, a commencé à produire de l'énergie pour le Système Interconnecté National (SIN). Doté d'une capacité nominale de 9,9 mégawatts et pouvant fournir jusqu'à 14,3 mégawatts crête, le parc s'étend sur 20 hectares et compte 21 952 panneaux solaires équipés de la technologie monocristalline bifaciale, montés sur des structures tracker. Cette particularité permet aux panneaux de capter la lumière solaire des deux côtés, augmentant ainsi leur efficacité. Le parc générera 24,2 mégawattheures/an, suffisants pour alimenter environ 21 000 foyers. De plus, l'exploitation de Versailles permettra d'éviter l'émission de plus de 12 000 tonnes d'équivalent dioxyde de carbone (CO₂eq) par an, équivalents à la plantation de 370 000 arbres.

Le Gouvernement colombien souhaite réformer l'assistance sociale avec le Registre Universel des Revenus (RUI).

Le gouvernement de Gustavo Petro a lancé le Registre Universel des Revenus (RUI) dans le cadre du Plan National de Développement pour optimiser la distribution des ressources dédiées à l'assistance sociale en Colombie. Ce système novateur, surpassant selon l'Etat le Sisbén actuel, vise à améliorer l'identification des personnes en situation de pauvreté et de vulnérabilité. La Colombie serait confrontée à

la nécessité de moderniser ses systèmes de ciblage social, notamment le Sisbén et les modèles de stratification, dont les méthodes actuelles présenteraient des lacunes significatives. **Les erreurs d'inclusion et d'exclusion résulteraient des déficiences du Sisbén, mis à jour tous les dix ans et peinant à suivre les fluctuations économiques des foyers en temps réel. La stratification, basée sur des données datant de 20 à 25 ans, serait également obsolète, laissant près de 80 % des foyers dans les strates 1 à 4 (sur 6) sans un reflet adéquat des changements récents.** Ces lacunes affecteraient non seulement la précision des données mais excluent également ceux qui, en raison de changements drastiques dans leur situation économique, ont besoin du soutien de l'État. Depuis une décennie, universitaires et experts en politiques publiques soulignent ces problèmes, soulignant l'urgence de trouver des alternatives plus efficaces pour la classification sociale en Colombie. La transition vers le RUI est prévue d'ici 2026.

Equateur

Le salaire minimum augmente de 2,22%.

Le gouvernement a annoncé une augmentation du salaire minimum de 2,22% qui s'établira désormais à 460 USD à partir du 1^{er} janvier 2024 (450 USD en 2023). Cette augmentation, qui est perçue comme raisonnable par les milieux entrepreneuriaux, s'aligne avec les prévisions d'inflation pour 2024 qui s'établissent à 2,07%. La fixation de ce nouveau salaire rompt avec la politique du gouvernement précédent dont l'objectif était de ramener le salaire minimum à 500 USD à l'horizon 2025.

146 produits en provenance de l'UE bénéficieront d'un accès au marché équatorien libre de droits de douanes.

A partir du 1^{er} janvier 2024, tel que prévu par l'accord commercial entre l'UE et les pays andins, 146 produits bénéficieront d'un accès au marché équatorien libre de droits de douanes (taux 0%), dont les automobiles et les CKD. Il s'agit essentiellement de produits de consommation dans les secteurs cosmétique, des parfums, dans l'industrie agroalimentaire et le secteur chimique. Ainsi, grâce à l'Accord de Libre-Echange (ALE), la participation de marché

des marques européennes du secteur automobile, est passé de 2% en 2016 à 8% en 2023.

Guyana

Hausse significative des dépenses publiques au Guyana dans les secteurs clés.

Le Guyana a enregistré une augmentation significative de ses dépenses publiques, doublant notamment les investissements dans les hôpitaux, les écoles et l'infrastructure routière. **Les fonds proviennent du Fonds des ressources naturelles (NRF) et du programme Reducing Emissions from Deforestation and Forest Degradation in Developing Countries (UN-REDD).** Ainsi, le Guyana a réalisé d'importants retraits du NRF pour financer des projets du budget 2023, tandis que des crédits carbone ont été vendus à la Hess Corporation pour la préservation des forêts du pays. **En outre, on note que le gouvernement a effectué son 8^{ème} et dernier retrait du NRF, retirant 150 M USD pour financer des projets inscrits au budget de 2023.** Pour mémoire, en septembre, un retrait de 50 M USD a été effectué, suivi de deux retraits de 100 M USD chacun en novembre.

Le gouvernement explore la possibilité d'une raffinerie de pétrole avec cinq investisseurs potentiels.

Le vice-président Bharrat Jagdeo a affirmé que la construction d'une raffinerie de pétrole demeure une option pour le Guyana. Le gouvernement engage actuellement des discussions avec cinq investisseurs potentiels. Pour mémoire, une demande de propositions a été émise en 2022 pour la conception, le financement et la construction de la raffinerie sur l'île Crab, dans la région Six (East Berbice-Corentyne). La raffinerie, qui transforme le pétrole brut en produits pétroliers tels que l'essence, l'asphalte et le kérosène, s'inscrit dans la vision du gouvernement visant à promouvoir la production à valeur ajoutée et à garantir la sécurité énergétique pour le Guyana et les Caraïbes. La raffinerie proposée vise à produire 30 000 b/j pour répondre à la demande régionale, offrant ainsi au Guyana la possibilité de commercialiser les composants du pétrole brut dans diverses industries.

Suriname

Selon le FMI, le Suriname est un exemple de mise en œuvre réussie d'un programme économique.

Le président Santokhi a déclaré lors d'une conférence que le FMI avait salué le Suriname comme un exemple mondial de mise en œuvre réussie d'un programme économique. Ainsi, le président a mis en avant le rôle du FMI, soulignant qu'il ne se limite pas à être un simple partenaire de coopération, mais contribue activement à restaurer la confiance du pays envers d'autres institutions financières internationales et créanciers.

Actuellement en préparation pour la 5^{ème} revue trimestrielle du programme FMI, le Suriname anticipe une évaluation positive à venir. Lors de la conférence de presse, le président Santokhi a insisté sur l'importance de la stabilité macroéconomique. La croissance du PIB, autrefois négative (-16 % en 2020), a été transformée en une croissance positive de 3,2 % en 2023. Le déficit budgétaire, qui représentait -19 % du PIB, a été ramené à -4,3 % en seulement trois ans. L'inflation, autrefois supérieure à 60 % en 2020, a chuté à environ 38 % en 2023 et devrait encore diminuer, à 17 % prévus pour 2024. La dette publique, autrefois équivalente à 150 % du PIB, a été réduite à 118 %. De plus, le président a déclaré que la stabilité obtenue et la confiance restaurée par la communauté internationale constituent une base solide pour poursuivre les efforts en faveur de la croissance.

Pérou

L'Autorité nationale des infrastructures (ANIN) est entrée en fonction le 1^{er} janvier 2024.

Cette nouvelle institution remplace l'Autorité pour la Reconstruction avec Changements (ARCC), qui a laissé plusieurs projets en cours d'exécution que l'ANIN devra désormais mener à terme. **L'ANIN s'est vue allouer 892 M USD pour l'exécution de 104 projets en 2024. Le premier groupe de projets correspond aux projets en retard.** Quatre d'entre eux auraient dû être finalisés avant la création de l'ANIN, c'est notamment le cas des travaux de protection contre les inondations de la rivière *La Leche* à Lambayeque, dont l'achèvement

était prévu pour décembre 2022 et n'est actuellement que de 23,9%. **Les projets concernent principalement la lutte et la prévention contre les dégâts des aléas météorologiques provoqués par l'arrivée du phénomène climatique *El Niño* et des infrastructures de santé.** Pour l'heure, l'entité est dirigée par un chef intérimaire, le processus de sélection d'un président permanent est toujours en cours, bien qu'une liste restreinte de candidats pour le poste ait déjà été établie : la décision finale revient à la Présidente de la République.

Les prévisions d'inflation à 12 mois retombent en dessous de la barre des 3 %.

Selon le dernier rapport hebdomadaire de la Banque centrale du Pérou (BCRP), **les prévisions d'inflation pour les 12 prochains mois sont revenues dans la fourchette cible. Ainsi, une inflation de 2,83 % est anticipée, marquant le chiffre le plus bas en 30 mois depuis juin 2021.** Le groupe cible des experts économiques consultés par la BCRP s'est montré plus optimiste, estimant une inflation à 2,7 %, tandis que le groupe des agents du système financier s'attend à ce que la variable clôture l'année 2024 à 3 %. En revanche, le groupe des sociétés non-financières prévoit encore une inflation de 3,5 % pour 2024. La tendance à la baisse de l'inflation devrait se poursuivre cette année avec la stabilisation des prix de certains biens (alimentaire, carburants). Selon les experts, l'inflation devrait revenir dans sa fourchette cible au cours de la deuxième partie de l'année, après que l'impact potentiel du phénomène *El Niño* ait généré une légère pression sur les prix de certaines denrées alimentaires.

Venezuela

L'inflation annuelle continue de ralentir au Venezuela.

Selon l'Observatoire vénézuélien des finances, l'inflation au Venezuela a connu une baisse en 2023, chutant à 193 % vs. 305 % de 2022. Cette baisse est principalement attribuable à la moindre dépréciation du bolivar (VES). La Banque centrale du Venezuela (BCV) est intervenue de manière plus active sur le marché des changes en 2023 pour freiner la dépréciation du bolivar. En conséquence, le prix du dollar a augmenté de 106 % en 2023, contre 281 % en 2022.

La décélération de l'inflation est également due à la politique de réduction des salaires réels des travailleurs. Les salaires réels des fonctionnaires ont considérablement diminué ces dernières années, réduisant la capacité d'achat des consommateurs.

Croissance du secteur de la pêche et de l'aquaculture au Venezuela en 2023.

Selon un bilan présenté par le gouvernement, le secteur de la pêche et de l'aquaculture a connu une croissance notable de 13 % en 2023, par rapport à l'année 2022. Cette information a été communiquée par Juan Carlos Loyo, le ministre en charge du secteur, mettant en avant le développement significatif de cette industrie. En outre, le rapport souligne une augmentation de 25% de la capture de poissons et une hausse de 20% de la production aquacole. Ces avancées témoignent d'une force notable dans les activités de pêche et d'aquaculture du pays, reflétant un secteur en expansion.

Consecomercio estime que l'économie a décliné de -0,5% en 2023.

Le président du Conseil national du commerce et des services (Consecomercio), Gustavo Valecillos, a exprimé ses regrets quant à l'absence de croissance de l'économie vénézuélienne en 2023, malgré les attentes initiales: *«Pendant l'année 2023, malheureusement, l'économie n'a pas connu de croissance. Nous avions de grandes attentes et estimions que le dernier trimestre nous permettrait de clôturer l'année avec une légère croissance par rapport à 2022, ce qui n'a pas eu lieu. Au contraire, on estime que l'économie connaîtra une légère décroissance de -0,5%».*

Dans son bilan de la performance sectorielle en 2023, Valecillos a souligné que « tout n'a pas été négatif », car le taux d'inflation a réussi à diminuer. Valecillos a également souligné que des secteurs tels que l'alimentation, la pharmacie, les technologies, les véhicules

neufs (y compris les motocyclettes), le cinéma et les compagnies aériennes ont connu une croissance l'année dernière.

Aide-mémoire : indicateurs macroéconomiques

	Population (M)	PIB à prix courants* (Md USD)	Croissance du PIB (en % du PIB)		Compte courant (en % du PIB)	Dette publique brute (en % du PIB)	IDH (rang mondial)		Inflation (%)
			2022	2023 p.			2021	Variation par rapport à 2020	
	2023 e	2023 e			2023 p.	2023 p.			Variation en fin de période, 2023 p.
Bolivie	12,13	46,8	3,5	1,8	-2,7	80,8	118	+1	3,6
Colombie	52,16	363,8	7,3	1,4	-4,9	55,0	88	0	8,8
Equateur	18,26	118,69	2,9	1,4	1,5	55,5	95	+4	2,4
Guyana	0,794	16,33	62,3	38,4	18	29,9	108	+1	3,8
Pérou	34,509	264,64	2,7	1,1	-1,9	33,9	84	+1	4,2
Suriname	0,624	3,54	1,0	2,1	1,5	107	99	-7	40
Venezuela	26,54	92,21	8,0	4,0	2,2	n.a.	120	-2	250,0
Argentine	46,8	621,83	5	-2,5	-0,6	89,5	47	0	135,7
Brésil	204,2	2 126,2	2,9	3,1	-1,9	88,1	87	-1	4,9
Chili	20,0	344,4	2,4	-0,5	-3,5	38,4	42	+1	4,5
Mexique	131,2	1 811,47	3,9	3,2	-1,5	52,7	86	+2	4,5

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique Régional de Bogota.

jacques.robin@dgtresor.gouv.fr, pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : Jade PLANCKE, Andrés BRAGANZA, John Anderson COLORADO, Ursula ELEIZALDE, Diego MAGUINA

Abonnez-vous : jacques.robin@dgtresor.gouv.fr